

Convention collective

IDCC : **9351** | **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE**  
**(Ille-et-Vilaine)**  
**(11 juillet 1991)**

(Étendue par arrêté du 26 octobre 1992,  
*Journal officiel* du 4 novembre 1992)

## Avenant n° 54 du 12 mars 2020

NOR : AGRS2097140M

IDCC : 9351

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ille-et-Vilaine,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération générale agroalimentaire CFDT ;**

**Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri,**

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

Le « I. Personnel d'exécution », de l'annexe salaires de la convention collective du 11 juillet 1991, est modifié comme il suit :

Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensualisé pour 35 heures hebdomadaires
101	10,15 €	1 539,45 €
102	10,25 €	1 554,62 €
201	10,37 €	1 572,82 €
202	10,68 €	1 619,84 €
301	10,90 €	1 653,20 €
302	11,36 €	1 722,97 €
401	12,29 €	1 864,02 €
402	12,77 €	1 936,83 €

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic. »

Le « II. Personnel d'encadrement », de l'annexe salaires de la convention collective du 11 juillet 1991, est modifié comme il suit :

Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensuel pour 35 heures hebdomadaires
501	13,18 €	1 999,01 €
502	13,72 €	2 080,91 €
601	14,33 €	2 173,43 €
602	17,64 €	2 675,46 €

## Article 2

Vu leur objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne.

## Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

*Fait à Cesson-Sévigné, le 12 mars 2020.*

(Suivent les signatures.)